



27 Juin 2013, Tenkodogo, Burkina Faso

## LES BURKINABE ATTACHES A UNE CHEFFERIE TRADITIONNELLE NON PARTISANE ET A L'EGALITE DE GENRE

Afrobaromètre est un réseau de chercheurs africains indépendants menant une série d'enquêtes comparatives sur les opinions des Africains, et couvrant jusqu'à 35 pays pour sa 5ème série (2011-2013). Il mesure les attitudes du public en matière de démocratie, évalue la qualité de la gouvernance et les performances économiques, ainsi que les opinions de l'électorat sur d'importantes questions politiques dans les pays étudiés. De plus, Afrobaromètre offre la possibilité de faire des comparaisons au fil du temps quatre séries d'enquêtes ayant déjà eu lieu, la cinquième étant en cours. Afrobaromètre ne mesure les attitudes des Burkinabè que depuis 2008. Pour la deuxième série, l'enquête s'est faite, comme il y a quatre ans, auprès d'un échantillon de 1.200 hommes et femmes âgés d'au moins 18 ans, avec une marge d'erreur de +/-3% à un intervalle de confiance de 95%. Elle s'est déroulée du 3 au 17 décembre 2012. Les enquêtes Afrobaromètre au Burkina Faso sont coordonnées par le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) et l'Institut pour la Gouvernance et le Développement (IGD).

Au nombre des questions de gouvernance évaluées par les enquêtés d'Afrobaromètre figurent celles sur le rôle de la chefferie traditionnelle et sur les inégalités de genre.

Quelles sont les opinions des Burkinabè envers la chefferie traditionnelle? Que pensent-ils des inégalités de genre, plus particulièrement des discriminations envers les femmes?

### RESULTATS

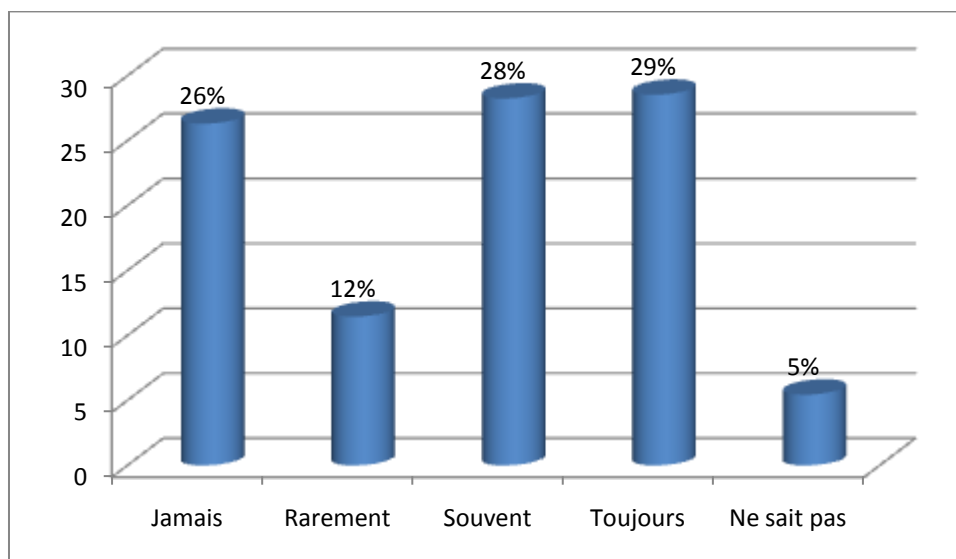
#### 1. L'aide des chefs traditionnels en cas de crime

Les chefs traditionnels semblent jouer un rôle non négligeable en matière de sécurité. Si la police constitue le premier recours pour la grande majorité des populations (environ 3 enquêtés sur 5), l'aide des chefs traditionnels est tout de même recherchée par quelques personnes (14% des enquêtés), presque au même titre que l'aide de la famille ou des amis (12% des enquêtés). C'est surtout en milieu rural que l'aide des chefs traditionnels est recherchée, par 9 enquêtés sur 50, contre 1 personne sur 50 en milieu urbain.

#### 2. Les inégalités de traitement des chefs traditionnels à l'égard des femmes

Dans les sociétés traditionnelles, les femmes sont parfois victimes de discrimination et ne bénéficient pas toujours des mêmes traitements que les hommes. Les chefs traditionnels étant les garants de la tradition, ils sont aussi perçus comme sources d'inégalités de traitement. Ainsi, 57% des enquêtés affirment que les femmes sont souvent, sinon toujours victimes d'inégalités de traitement de la part des chefs traditionnels.

**Graphique 1 : Les inégalités de traitement des chefs traditionnels à l'égard des femmes**



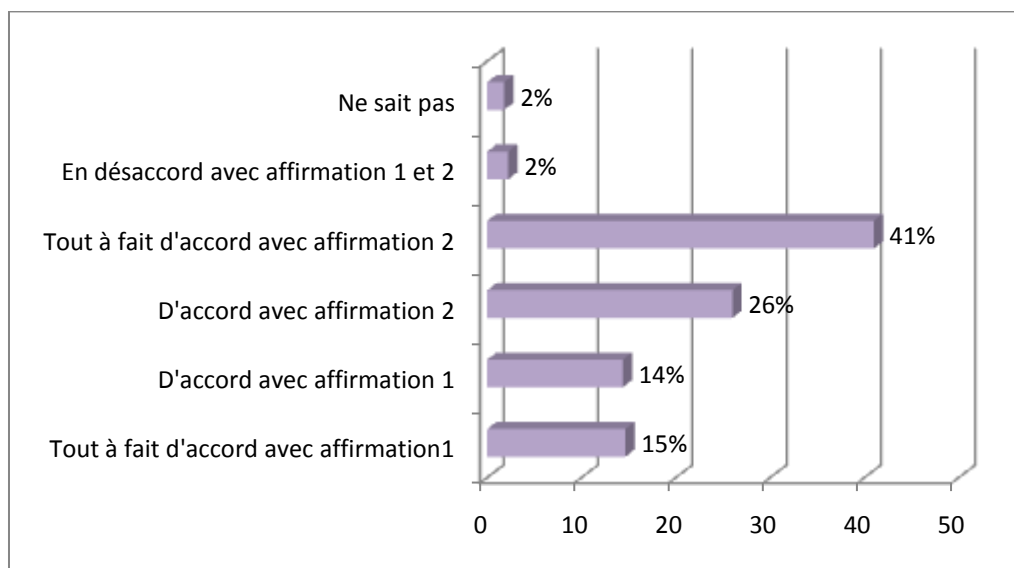
### **3. L'implication des chefs traditionnels dans les partis politiques et leur candidature aux élections**

L'implication des chefs traditionnels burkinabè dans la politique active constitue une source de controverse au Burkina Faso. Bien qu'ils soient des citoyens comme les autres, leur militantisme au sein des partis politiques et leur participation aux compétitions électorales suscitent des réserves en raison de la prégnance de leur légitimité traditionnelle, de la persistance des pesanteurs sociologiques, qui conduit bon nombre de leurs sujets à obéir fidèlement à leurs consignes de vote. C'est pourquoi beaucoup de partis politiques, notamment ceux qui ont le plus de moyens, les courtisent. Mais environ 3 enquêtés sur 5 considèrent que les chefs coutumiers devraient rester non partisans et ne pas se présenter aux élections sous l'étiquette d'un parti politique. Seuls 3 enquêtés sur 10 pensent que les chefs coutumiers ont le droit d'adhérer à un parti politique et de se présenter aux élections sous l'étiquette d'un parti politique. Les réserves envers l'engagement partisan des chefs traditionnels sont exprimées à peu près dans mêmes proportions en milieu urbain et en milieu rural ; 63% des citadins étant opposés à ce type d'engagement et 60% des ruraux y étant opposés.

### **4. L'élection des femmes aux postes politiques**

Au Burkina Faso comme dans de nombreux autres pays, les femmes sont sous-représentées dans les sphères de décision. Par exemple, au niveau de l'Assemblée nationale, on compte 23 femmes députés sur un effectif total de 127 députés à l'issue des élections législatives du 2 décembre 2012. Pour expliquer cette relative marginalisation des femmes dans les postes électifs, certains avancent les pesanteurs sociologiques. Pourtant, environ deux tiers (2/3) des enquêtés soutiennent que les femmes devraient avoir la même chance d'être élues à des postes politiques que les hommes. C'est dire que l'opinion nationale serait majoritairement favorable à des politiques visant à promouvoir l'égalité de chances des hommes et des femmes en ce qui concerne l'accès aux postes électifs.

**Graphique 2 : L'élection des femmes aux postes politiques**



- Affirmation 1: Les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques que les femmes; leur élection devrait être privilégiée à celle des femmes
- Affirmation 2: Les femmes devraient avoir la même chance d'être élues à des postes politiques que les hommes

### **5. L'égalité de droits et de traitement entre hommes et femmes**

Si la constitution burkinabè prohibe dès son premier article, entre autres, les discriminations fondées sur le genre, il reste qu'en pratique les femmes continuent de subir un certain nombre de discriminations, dont certaines sont liées aux traditions et coutumes. Pourtant, près de 7 enquêtés sur dix soutiennent qu'au Burkina Faso, les femmes devraient avoir les mêmes droits et recevoir le même traitement que les hommes. Bien que les citadins et les ruraux soient majoritairement opposés aux discriminations envers les femmes, il existe néanmoins une différence de perceptions relativement importante (9 points) entre eux, les citadins étant plus nombreux (75%) que les ruraux (66%) à être favorables à ce que les femmes aient les mêmes droits et reçoivent le même traitement que les hommes.

Pour plus d'information, voir [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)

**Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD)/ Institut pour la Gouvernance et le Développement (IGD)**  
**Ouagadougou, Burkina Faso**  
[www.cgd-igd.org](http://www.cgd-igd.org)